



Médias et communication politique

La presse, l'Open Vld et l'impôt sur la fortune

Par **Geoffrey Geuens**
Administrateur de l'IHOES

Cette idée d'impôt sur la fortune n'est même pas à discuter (...) il est totalement irresponsable, dans le contexte économique actuel, d'instaurer un nouvel impôt à charge des familles.¹

Luc VAN BIESEN, janvier 2010

Député fédéral, Open Vld

Vice-président de la Commission des Finances et du Budget

Beaucoup de Belges seraient étonnés de voir qu'ils soient considérés comme des fortunés quoi qu'ils ne possèdent que leur maison d'habitation et peut-être un peu d'épargne.²

Guy VANHENGEL, juillet 2011

Vice-Premier ministre et ministre du Budget, Open Vld

Ce sont des impôts inefficaces que nous avons déjà évacués (...) Imposer maintenant des impôts supplémentaires, ce serait pousser l'économie dans la direction d'une récession (...).³

Alexander DE CROO, janvier 2012

Président de l'Open Vld

Les trois citations reprises ci-dessus appellent un commentaire en trois temps : 1° en dépit de l'existence de divergences internes, réelles mais secondaires, au sein de l'Open Vld, les principaux ténors du libéralisme flamand conservent un haut degré de cohésion et visent à préserver, en toute circonstance, l'image d'unité de leur parti, ainsi que l'exigent les lois de la communication politique, et ce tout particulièrement en période de crise, 2° ces trois dernières années, les porte-paroles de l'Open Vld ont été, au Nord du pays, les plus farouches opposants politiques à l'adoption de nouvelles mesures fiscales visant à toucher – fût-ce indirectement, et même de manière marginale – les plus hauts revenus et les plus grosses fortunes, 3° la crise et ses effets se faisant de plus en plus douloureusement ressentir chez les salariés, le rejet de toute forme de taxation des « plus riches » (taxe des millionnaires, impôt sur la fortune (ISF), taxation des plus-values...) fut justifié au nom de la préservation du pouvoir d'achat des « familles » (Luc Van Biesen), de tous ces Belges qui « ne possèdent que leur maison et (...) un peu d'épargne » (Guy Vanhengel) ou, encore, de l'inefficacité de ces impôts identifiés à une menace pour l'économie belge (De Croo).

¹ « L'Open Vld radicalement opposé à un impôt sur la fortune », *Lesoir.be*, 18 janvier 2010.

² Interview de Guy Vanhengel sur « Matin Première », RTBF La Première, 7 juillet 2011.

³ « Impôt sur la fortune : le match PS vs Open VLD », *Trends.be*, 27 janvier 2012.

ENCADRÉ 1 : DE LA GESTION DE L'ÉTAT À LA GESTION DES GRANDES ENTREPRISES

GUY VERHOFSTADT / député européen et président du groupe Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe/ADLE (2009-)

Ex-Premier ministre (1999-2008)

Ex-président du PVV (*Partij voor de Vrijheid* de 1989-1992), du Vld (1992-1995, 1997-99) puis de l'Open Vld (2012)

Administrateur de l'entreprise Exmar (transport de gaz et services maritimes), contrôlée par la famille de Nicolas Saverys (44^e fortune belge : 237 millions d'euros)⁴. La fortune du frère de Nicolas Saverys, Marc Saverys (groupe CMB), est quant à elle estimée à 936 millions d'euros, ce qui en fait la 11^e fortune belge. Administrateur du holding Sofina, contrôlée par la famille Boël (14^e fortune belge : 759 millions d'euros).

WOUTER GABRIELS

Ex-chef de cabinet du Premier ministre belge (2003-2008) ; fils de Jaak Gabriels, ancien ministre flamand de l'Économie (2001-2003)

Directeur, depuis 2008, de la division « Banque d'investissement Europe » à la banque d'affaires Lazard.

FIENTJE MOERMAN / membre du bureau de l'Open Vld, parlementaire flamande

Ex-ministre Présidente flamande et ministre flamande de l'Économie (2004-2007)

Ex-ministre fédérale de l'Économie (2003-2004)

Administratrice de Sea-Invest (manutention portuaire, commerce), société contrôlée par la famille Van de Vyvere (24^e fortune belge : 499 millions).

ANNEMIE NEYTS / membre du bureau de l'Open Vld, parlementaire européenne, présidente de l'Agence belge pour le Commerce extérieur

Ex-ministre fédérale des Affaires européennes, du Commerce international et de l'Agriculture (2001-2003)

Ex-présidente de l'Internationale libérale (1999-2005)

Ex-vice-présidente du VLD (1993-1997)

Administratrice de la société UCO (textile), contrôlée par la famille Vlerick (182^e fortune : 38 millions) ; les Vlerick sont notamment liés, par mariages interposés, aux Vanden Avenne (agro-industrie + KBC) (129^e fortune : 74 millions).

Remarque : l'époux d'Annemie Neyts, Freddy Neyts, a été président de la section Bruxelles-Ville de l'Open Vld ; il est responsable des relations extérieures du groupe Roularta Media, contrôlé par la famille De Nolf-Claeys (82^e fortune : 131 millions).

HERMAN DE CROO / député, ministre d'État

Ex-président du groupe Open Vld à la Chambre des Représentants (2010-2011)

Ex-vice-président de la Chambre des Représentants (2007-2009)

Ex-président de la Chambre des Représentants (1999-2007)

Ex-président du Vld (1995-1997)

Ex-ministre fédéral des Pensions (1980), des Transports (1981-1988) et du Commerce extérieur (1985-1988)

Vice-président de Texaf (textile, construction, carrière, mécanique, coton), holding présidé par le Baron Dominique Moorkens⁵ (34^e fortune : 310 millions) dont la famille contrôle un autre holding, à savoir Alcopa (distribution automobile, *real estate*). La société Texaf est particulièrement active en République Démocratique du Congo (RDC).

Pierre CHEVALIER

Ex-sénateur (2003-2007)

Ex-secrétaire d'État au Commerce extérieur (1999-2000)

Administrateur délégué de la société George Forrest Belgium et *senior vice president* du groupe Forrest International-G.F.I. (mines, ciments, aéronautique, construction, agroalimentaire), contrôlé par la famille George Forrest (23^e fortune : 500 millions). Il est à noter que G.F.I. est également particulièrement active en RDC et que cette société entretient aussi des liens étroits avec le parti libéral francophone : Olivier Alsteens, ancien porte-parole de Louis Michel, est directeur communication du groupe Forrest ; quant à Louis Michel lui-même, il préside le comité scientifique de la Fondation George Arthur Forrest.

⁴ Les positions dans le classement et l'estimation des fortunes belges sont reprises de l'ouvrage de Ludwig Verduyn, *De 200 rijkste Belgen*, Leuven, Van Halewyck, 2012.

⁵ Comme Herman De Croo, le Baron Moorkens est administrateur indépendant de Texaf.

Ces déclarations des leaders de l'Open Vld pourraient être considérées, par certains observateurs, comme « choquantes » – songeons à la confusion, savamment entretenue, visant à faire croire que l'ISF toucherait les « familles belges » alors même que ce dernier vise le pouvoir des *grandes familles* – on aurait cependant tort de ne voir dans ces déclarations que des dérapages verbaux, si tant est qu'ils puissent être qualifiés comme tels. C'est que l'on sait, depuis Marx, que l'idéologie s'attache, pour l'essentiel, à faire passer des intérêts particuliers pour l'intérêt général (« les familles », « les Belges », « l'économie »). Raison pour laquelle, en période de crise, il est ainsi particulièrement intéressant d'analyser les discours de crise, leur cohérence interne, les argumentaires sur lesquels ils prennent appui, mais aussi les lieux communs qu'ils endossent et, plus encore, les acteurs sociaux qui s'en font les relais, avec plus ou moins d'enthousiasme et de ténacité selon les cas.

Pour en revenir aux leaders de l'Open Vld, on pourrait aussi se demander si l'opposition *de principe* qu'ils manifestent à l'égard de l'ISF trouverait un écho aussi favorable dans une partie de l'opinion dès lors que serait précisée la proximité qui est la leur – ou celle de leurs collègues de parti – avec quelques grandes fortunes belges. Les liaisons dont il est ici question ne sont certes pas secrètes ; elles n'en demeurent pas moins discrètes et témoignent, à leur façon, de cette forme d'entre-soi si spécifique à la grande bourgeoisie.

Ainsi que le démontrent les informations des encadrés, l'Open Vld a donc tissé, au fil du temps, des liens singulièrement privilégiés avec quelques-unes des plus grosses fortunes du royaume ; certaines grandes entreprises préférant, pour leur part, miser sur la NV-A, le CD&V ou un sp.a toujours plus proche des thèses patronales, et du monde des affaires, à mesure que se distendent ses liens avec le monde du travail.

Mais, en l'espèce, ce qui interpelle l'observateur neutre des médias, c'est précisément la manière avec laquelle la presse rapporte la plupart du temps les déclarations de certains acteurs politiques. Ainsi, si les journalistes n'hésitent pas à éclairer les prises de position de certains partis à la lumière des liens que ceux-ci ont tissés avec le monde syndical, ce genre de mise en perspective des discours et de leurs acteurs est bien plus rare lorsqu'il s'agit d'établir des relations avec les grandes fortunes de ce pays. Et, pourtant, les débats autour de

l'ISF sont des controverses qui méritent notre attention tant elles témoignent des intérêts réels défendus par certaines formations politiques. Encore faudrait-il, bien entendu, prendre le temps – ce que les patrons de presse ne laissent plus à leurs salariés – de penser les relations entre finance et politique autrement que sous les termes, assez vagues, d'une dépendance réciproque ; et, encore, conviendrait-il de reconnaître que la sociographie des élites ne saurait être identifiée à une quelconque chasse aux sorcières, les acteurs ne valant, en effet, que pour autant qu'ils incarnent des logiques sociales. Comme n'a cessé de le rappeler Bourdieu – qui n'a jamais été compris ou qu'on a jamais voulu comprendre sur ce point – la « science sociale ne désigne “des personnes que pour autant qu'elles sont la personnification” de positions : elle ne vise pas à imposer une nouvelle forme de terrorisme mais à rendre difficiles toutes les formes de terrorisme. »⁶

JACQUES LAVERGE/ sénateur honoraire

Ex-membre du Parlement flamand (1995-2002)

Ex-sénateur (1985-1995)

Ex-administrateur (2004-2010) de l'entreprise Korimco (construction) dirigée par Christian Dumolin (32^e fortune: 321 millions).**GEERT VERSNICK**

Ex-député fédéral (1994-2010)

Ex-secrétaire général du Vld (1993-1999)

Actuellement administrateur d'Artexis Belgique (organisation de salons), en compagnie entre autres de son PDG Eric Everard – élu « Manager de l'année 2012 » par *Trends Tendances* – et de Christophe Convent. Ce dernier est membre de la famille Van Thillo (13^e fortune : 814 millions en 2010), laquelle contrôle le Persgroep (VTM, *Het Laatste Nieuws*, *De Morgen*).

PATRICIA CEYSENS/ parlementaire flamande, membre du bureau de l'Open Vld

Ex-ministre flamande de l'Économie (2003-2004, 2007-2009)

Présidente de BeCommerce, association belge des firmes actives dans la vente à distance en ligne/hors ligne.

SVEN GATZ

Ex-chef de groupe Open Vld au Parlement flamand (2007-2011)

Actuellement directeur de la Fédération des Brasseurs belges.

ENCADRÉ 2 : DES GRANDES FORTUNES EN POLITIQUE**FAMILLE DE NUL** (6^e fortune : 1748 millions)

Anne-Marie Van de Castele a été successivement présidente du groupe Volksunie-VU à la Chambre des Représentants (1995-1999), présidente de SPIRIT (2001-2002), puis sénatrice VLD (2003-2007). Elle est l'épouse de Dirk De Nul.

FAMILLE LEYSEN (90^e fortune : 118 millions)

Christian Leysen a été conseiller communal Vld à la Ville d'Anvers (2000-2002). Ancien administrateur de la KBC – dont son frère Thomas est le président – il contrôle le holding Axe Investments (Ahlers, Xylos) en partenariat avec le holding Ackermans van Haaren-AvH du Baron Bertrand (17^e fortune : 704 millions, voir plus loin). Son frère, Thomas Leysen, a été président de la FEB (2008-2011) et PDG d'Umicore (2000-2008) ; il est aujourd'hui à la tête de la KBC et du groupe Corelio (*De Standaard*, *L'Avenir*, Radio Nostalgie).

FAMILLE VAN WAEYENBERGE (73^e fortune : 145 millions)

Marleen Van Waeyenberge a été élue membre du bureau du parti à deux reprises (1993, 1997). Son frère, le Baron Piet Van Waeyenberge, est président du cercle d'affaires flamand De Warande, du holding De Eik, mais aussi administrateur de Corelio (voir plus haut), d'Electrabel et de Suez Energy Services. Il fut aussi président du patronat flamand. Sa nièce, Giulia Van Waeyenberge, est la compagne du fils de Marc Saverys (11^e fortune : 936 millions, voir plus loin) ; cette dernière est également administratrice de la société Deceuninck (contrôlée par la famille du même nom : 103^e fortune : 105 millions) et responsable des investissements au sein du holding Sofina (contrôlé par la famille Boël : 14^e fortune : 759 millions).

FAMILLE DESIMPEL (198^e fortune : 33 millions)

Rose Desimpel-Leirens est deuxième échevine Open Vld à Destelbergen dont le bourgmestre est Marc De Pauw (voir plus loin). Elle est aussi l'épouse de Christophe Desimpel qui est administrateur de Leasinvest Real Estate, en compagnie de Mark Leysen (87^e fortune : 121 millions) et du Baron Luc Bertrand (17^e fortune : 704 millions, voir plus loin). Son beau-père, Aimé Desimpel, fut vice-président de la Commission des Finances à la Chambre des Représentants (1999-2002).

FAMILLE VAN THILLO (13^e fortune : 814 millions en 2010)

Propriétaires du Persgroep (VTM, *Het Laatste Nieuws*, *De Morgen*), les Van Thillo entretiennent des relations suivies avec l'Open Vld. Le PDG de la société, Christian Van Thillo, a été régent de la Banque nationale de Belgique ; c'est un proche de l'ancien Premier ministre Guy Verhofstadt. Son oncle, Herman Van Thillo, fut sénateur PVV. Ce dernier a été récemment condamné par la cour d'appel de Bruxelles pour délit d'initié, et ce dans le cadre d'une affaire liée à la KBC dont Herman Van Thillo fut administrateur.

FAMILLE VAN HAAREN – BERTRAND (17^e fortune : 704 millions)

Le Baron Bertrand, PDG du holding Ackermans & van Haaren (AvH), dispose de nombreux et précieux relais à l'Open Vld. Le directeur de la Sofinim (filiale d'AvH), Marc De Pauw, est le bourgmestre Open Vld de la commune de Destelbergen où siège Rose Desimpel (voir plus haut). Quant à Frédéric van Haaren (administrateur d'AvH), il est conseiller municipal de la commune de Kapellen dont le bourgmestre est Dirk Van Mechelen. Ce dernier fut ministre flamand de l'Économie (1999-2001), puis des Finances (2001-2009).

⁶ Citation de Pierre Bourdieu, reprise dans *Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, p. 79.

Rompre avec toute forme de terrorisme intellectuel et politique ; voilà bien l'enjeu d'une remise en perspective critique des discours dominants et de leurs acteurs. Procéder de la sorte s'avère, aujourd'hui, d'autant plus salutaire que la presse ne cesse de confondre ses missions d'information avec les objectifs économiques de ses propriétaires, et que tout opposant – aussi constructif soit-il – à l'Europe des marchés se voit trop souvent assimilé, en un geste routinier et sans autre forme de procès, à un élève turbulent que seule la pédagogie de l'austérité est à même de recadrer. À l'heure où la Commission européenne impose misère et régression sociale – avec, faut-il le rappeler, l'aval des gouvernements nationaux – il est ainsi des journaux belges qui n'hésitent pas à affirmer que « dans l'intérêt de l'Europe, c'est-à-dire de nous tous considérés un à un (...) Guy Verhofstadt (devrait) prendre la relève de José Manuel Barroso !⁷ » Mais de quel Guy Verhofstadt parle-t-on, au juste ? De celui que l'on surnommait « Baby Thatcher » dans les années 1980 ? De celui qui procéda à l'activation d'un État social, jugé trop généreux, lorsqu'il était Premier ministre ? À moins qu'il ne s'agisse de celui qui, plus récemment, adressa ses félicitations à Elio Di Rupo pour sa politique de rigueur ? Ou, encore, à celui qui rédigea, il y a plus d'un an de cela et dans les colonnes du *Soir*, une carte blanche où il devait préciser :

Le seul moyen de nettoyer les écuries d'Augias et de faire entrer les Grecs dans la modernité à laquelle ils aspirent est de provoquer une grande vague de libéralisation visant à découpler le travail de l'État. C'est tout le marché du travail qu'il faut donc réformer dans un premier temps, ainsi que supprimer les barrières administratives et réglementaires restreignant l'activité économique, puis il faudra privatiser les entreprises publiques, sitôt la situation économique suffisamment stabilisée pour éviter le bradage des biens nationaux à vil prix.⁸

Cette déclaration de foi ultra-libérale, qui promettait de nouvelles souffrances au peuple grec en échange de la « modernité », ne suscitera guère d'indignation dans les médias belges. Bien au contraire : en décembre dernier, invité par *Le Soir*, l'ex-Premier ministre belge viendra présenter – avec son co-auteur, Daniel Cohn-Bendit – son dernier livre, et ce à l'occasion d'un débat au BOZAR animé par Béatrice Delvaux et Yves Desmet (*De Morgen*). Étienne Davignon – que Verhofstadt venait juste de « remplacer » au conseil d'administration de la Sofina – se chargea de présenter les intervenants en évoquant le « rêve (d'une) Europe unie. »⁹ Laquelle ? Celle des Boël ? Ou celle des salariés ?

⁷ Maroun Labaki, « L'Europe a besoin de Mario Monti », *lesoir.be*, 24 décembre 2012.

⁸ Guy Verhofstadt, « Grèce, et maintenant ? », *lesoir.be*, 21 février 2012.

⁹ Pascal Martin, « Verhofstadt et Cohn-Bendit ont plaidé pour une Europe fédérale », *lesoir.be*, 4 décembre 2012.